

GE_GERICHTE DCSO/328/2012 vom 30. August 2012

GE Cour de justice, 2012-08-30, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_DCSO_328_2012

FR: GE_GERICHTE DCSO/328/2012 du 30 août 2012

IT: GE_GERICHTE DCSO/328/2012 del 30 agosto 2012

Regeste

Résumé: Lorsque le créancier a requis la continuation de la poursuite, le débiteur ne s'était pas acquitté, en mains de l'Office des poursuites, de la créance litigieuse et des frais.

Erwägungen

E. 1.1

La Chambre de surveillance est compétente pour statuer sur les plaintes formées en application de la LP (art. 13 LP; art. 125 et 126 LOJ; art. 6 al. 1 et 3 et 7 al. 1 LaLP) contre des mesures non attaquables par la voie judiciaire (art. 17 al. 1 LP). La plainte doit être déposée dans les dix jours de celui où le plaignant a eu connaissance de la mesure (art. 17 al. 2 LP).

E. 1.2

Une commination de faillite constitue une mesure sujette à plainte et la plaignante, poursuivie, a qualité pour agir par cette voie.

Formée dans le délai utile et respectant pour le surplus les formes prescrites par la loi (art. 9 al. 1 LaLP), la plainte est recevable.

- 3/4 -

A/2112/2012-CS

E. 2.1

L'Office est tenu d'accepter les paiements faits pour le compte du créancier poursuivant. Le débiteur est libéré par ces paiements (art. 12 LP).

E. 2.2

Le paiement direct au créancier d'une créance en poursuite ne suspend pas la procédure. Le créancier peut en demander la continuation, notamment pour les frais. Pour éteindre la poursuite, le débiteur doit, soit payer à l'office et en obtenir une quittance (ATF 114 49, JdT 1990 II 95), soit, s'il agit en dehors de la procédure de poursuite, s'adresser au juge et satisfaire aux conditions posées par l'art. 85 LP (DALLEVES, CR-LP ad art. 12 n° 4; BLSchK 1985 p. 18).

E. 2.3

En l'espèce, il ressort de l'instruction de la cause que le 22 mai 2012, date à laquelle la poursuivante a requis la continuation de la poursuite, la plaignante ne s'était pas acquittée, en mains de l'Office, de la créance litigieuse et des frais. La créance de 1'471 fr. 40 a, en effet, été payée directement à la poursuivante le 29 mai 2012 et à concurrence de 1'271 fr. 25, ce dont l'Office n'a d'ailleurs été informé que par la présente plainte. Au surplus, ce n'est

que le 5, puis le 25 juillet 2012, que la plaignante a versé à l'Office le solde ainsi que les frais de poursuite.

L'Office était donc fondé à faire notifier la commination de faillite querellée à la plaignante.

Sa plainte doit dès lors être rejetée.

* * * * *

- 4/4 -

A/2112/2012-CS PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance : A la forme : Déclare recevable la plainte formée le 5 juillet 2012 par N_____ SA contre la commination de faillite, poursuite n° 12 xxxx16 W. Au fond : La rejette. Déboute N_____ SA de toutes autres conclusions. Siégeant : Madame Ariane WEYENETH, présidente; Monsieur Philippe GANZONI et Monsieur Eric DE PREUX, juges assesseurs; Madame Véronique PISCETTA, greffière.

La présidente : Ariane WEYENETH

La greffière : Véronique PISCETTA

Voie de recours : Le recours en matière civile au sens de l'art. 72 al. 2 let. a de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110) est ouvert contre les décisions prises par la Chambre de surveillance des Offices des poursuites et des faillites, unique autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite (art. 126 LOJ). Il doit être déposé devant le Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, dans les dix jours qui suivent la notification de l'expédition complète de la présente décision (art. 100 al. 1 et 2 let. a LTF) ou dans les cinq jours en matière de poursuite pour effets de change (art. 100 al. 3 let. a LTF). L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les deux recours dans un seul mémoire. Le recours doit être rédigé dans une langue officielle, indiquer les conclusions, en quoi l'acte attaqué viole le droit et les moyens de preuve, et être signé (art. 42 LTF). Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.